

INFO-NÉGO no 19

Entente de principe globale soumise au vote des assemblées générales du secteur public CSN

DES GAINS QUI RÉPONDENT À NOS REVENDICATIONS



La semaine dernière, après plus d'un an et demi de négociation, nous sommes parvenus à une entente de principe globale pour le renouvellement de nos conventions collectives. La lutte se poursuivant aux tables sectorielles des organismes gouvernementaux, nous parlons ici d'une entente globale pour les travailleuses et les travailleurs de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation de la CSN.

Alors qu'il y a quelques semaines à peine, nous butions toujours à un gouvernement qui refusait de donner les mandats nécessaires à ses porte-parole pour que ceux-ci puissent répondre positivement à nos revendications, notre mobilisation impressionnante des dernières semaines est venue changer la donne.

Mouvements de grève dans les cégeps et dans le secteur scolaire, envoi d'avis de grève dans le secteur de la santé et des services sociaux, blocage du Port de Montréal, convoi massif de voitures et vigile de plus de 24 heures devant l'Assemblée nationale; toutes ces actions ont démontré au gouvernement que, quand la CSN est unie et qu'elle agit pour gagner, il ne peut pas se défilier. Il doit négocier, pour vrai.

Le 23 juin, les comités de négociation des secteurs public et parapublic de la CSN se sont rencontrés pour évaluer les avancées importantes réalisées au cours des deux dernières semaines, tant sur le plan

des conditions de travail et de pratique que sur celui des salaires et des autres éléments intersectoriels. Vos délégations au Comité de coordination des secteurs public et parapublic (CCSPP) ont jugé que ces avancées répondent aux objectifs que nous nous étions fixés, ensemble, au début de cette négociation, soit d'améliorer significativement les conditions de travail et de pratique et d'améliorer les salaires de toutes et tous, en portant une attention particulière à celles et ceux qui gagnent le moins.

Au cours des derniers jours, en respect du processus démocratique, ce sont les délégué-es de tous les syndicats du secteur public, vos représentantes et vos représentants élu-es localement, qui se sont prononcés sur les avancées. Ils ont à leur tour fait l'évaluation que nous avons entre les mains une entente de principe qui comporte des gains intéressants et que celle-ci doit être présentée à l'ensemble des membres du secteur public de la CSN.

Les assemblées, qui sont les lieux de débats où vous seront présentés tous les détails de l'entente de principe, se tiendront dans un délai qui sera fixé par les fédérations, en fonction des réalités des différents secteurs.

En attendant la tenue des assemblées générales, nous vous dévoilons les grandes lignes de l'entente de principe qui vous sera présentée pour adoption.

S'UNIR. AGIR. GAGNER. 

ENTENTE DE PRINCIPE CSN

Les grandes lignes

LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE PRATIQUE

Les enjeux concernant les conditions de travail et de pratique sont négociés aux tables sectorielles. Ce sont donc les comités de négociation de chacun de vos secteurs qui vous présenteront les gains obtenus sur ces enjeux importants.

LA DURÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE

La durée de la convention collective sera de trois (3) ans, soit du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2023.

LES CONDITIONS SALARIALES

Sur les salaires, notre détermination à obtenir des augmentations plus importantes pour celles et ceux qui gagnent le moins aura porté ses fruits.

Il est important de se rappeler que cet enjeu, c'est la CSN qui l'a imposé au gouvernement. C'était loin d'être une priorité de la CAQ et c'est nous qui l'avons poussée à aller en ce sens, en mettant de l'avant ce principe dès le printemps 2019. Aucune autre organisation syndicale n'est partie en consultation avec une revendication particulière pour les bas salarié-es dans ses cahiers initiaux.

Nous avons défendu ce principe avec acharnement jusqu'à la fin et le résultat en témoigne, puisque celles et ceux qui gagnent le moins toucheront des augmentations de 7% à 10,4% sur trois ans.

Pour commencer, voici les détails relatifs aux rangements 1 à 11. **Ces augmentations salariales toucheront plus de 75% des membres du secteur public de la CSN.**

Rangement	1 ^{er} avril 2020	1 ^{er} avril 2021	1 ^{er} avril 2022	Augmentation sur 3 ans (effet réel) *
1	2%	2%	6%	10,4%
2	2%	2%	5,4%	9,8%
3	2%	2%	5,3%	9,6%
4	2%	2%	4,8%	9,1%
5	2%	2%	4,4%	8,7%
6	2%	2%	4,1%	8,4%
7	2%	2%	3,7%	8%
8	2%	2%	3,5%	7,7%
9	2%	2%	3,2%	7,3%
10	2%	2%	3%	7,2%
11	2%	2%	2,8%	7%

* L'effet réel représente l'effet cumulé des augmentations de salaire. Il représente la différence réelle entre le salaire actuel et le salaire à la fin de la convention.

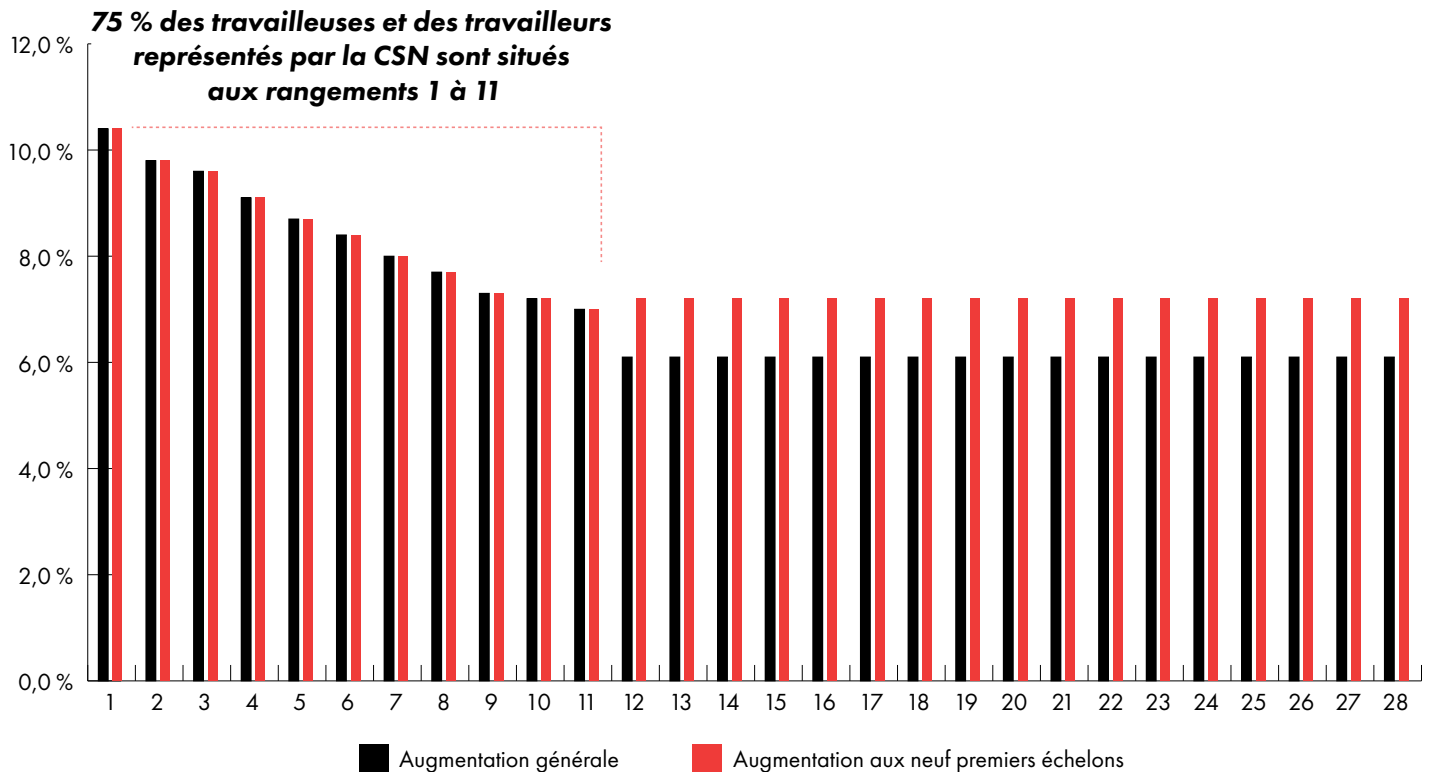
Pour ce qui est des rangements 12 à 28, la CSN a obtenu une augmentation qui sera de 6%. Par ailleurs, une majoration additionnelle de 1% s'appliquera aux échelons 1 à 9 de chacun de ces rangements. Cette mesure s'inscrit également dans notre volonté de porter une attention à celles et ceux qui gagnent le moins dans les réseaux.

Voici les détails pour les rangements 12 à 28

Rangement	1 ^{er} avril 2020	1 ^{er} avril 2021	1 ^{er} avril 2022	Augmentation sur 3 ans (effet réel)
12 et suivants neuf premiers échelons	2%	2%	3%	7,2%
12 et suivants autres échelons	2%	2%	2%	6,1%
Échelle particulière des enseignantes au collégial*	2%	2%	2%	6,1%

* La majoration supplémentaire de 1% aux neuf premiers échelons ne s'appliquera pas aux échelles particulières des enseignantes et des enseignants au collégial. Toutefois, dans l'entente sectorielle de la FNEEQ, on trouvera des bonifications concentrées dans les six premiers échelons, les structures salariales des personnes chargées de cours à la formation continue et des enseignantes et enseignants en aéronautique (CQFA) étant également améliorées.

Finalement, voici un graphique permettant d'avoir un aperçu complet des effets de l'augmentation salariale du 2 avril 2019 au 1^{er} avril 2022, sur l'ensemble du secteur public de la CSN.



Note : L'augmentation salariale sur la durée de la convention collective prend en considération l'effet cumulatif

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE

En plus des augmentations salariales, l'entente de juin comprend des éléments de rémunération additionnelle. Pour les membres du secteur public CSN, ces montants se détailleront de la façon suivante :

Rémunération additionnelle pour chaque heure payée, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Payable dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la convention collective

Rangement	Taux applicable	Exemple sur une base de 35 h semaine
1	0,66 \$	1 205,36 \$
2	0,63 \$	1 150,57 \$
3	0,60 \$	1 095,78 \$
4	0,57 \$	1 040,99 \$
5	0,54 \$	986,20 \$
6	0,51 \$	931,41 \$
7	0,48 \$	876,20 \$
8	0,45 \$	821,84 \$
9	0,42 \$	767,05 \$
10	0,39 \$	712,26 \$
11	0,36 \$	657,47 \$
12 et plus	0,33 \$	602,68 \$

Rémunération additionnelle pour chaque heure payée, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

Payable à la paie précédant le 15 janvier 2022

Rangement	Taux applicable	Exemple sur une base de 35 h semaine*
Tous	0,33 \$	602,68 \$

* Le montant pour une année donnée sera calculé à partir des heures rémunérées au courant de l'année précédente. Toutefois, au collégial, la rémunération additionnelle sera de 602,68 \$ par ETC rémunéré pour les enseignantes et les enseignants et de 1,15 \$ par période rémunérée pour les personnes chargées de cours.

« La question des bas salarié-es, c'est la CSN qui l'a imposée dans cette négociation. C'était loin d'être une priorité de la CAQ. Nous l'avons forcée à la considérer. » - CAROLINE SENNEVILLE, PRÉSIDENTE DE LA CSN

PRIMES, INDEMNITÉS, ALLOCATIONS ET AUTRES MONTANTS

Plusieurs ajustements toucheront des primes, des allocations ou d'autres montants. Une présentation exhaustive sera faite lors des assemblées générales. Pour le moment, nous nous attarderons seulement aux principaux changements.

Primes aux ouvriers spécialisés

Sur cet enjeu, alors que le gouvernement évoquait ouvertement la possibilité de ne pas reconduire les sommes allouées, des avancées significatives ont été réalisées. Cette prime, poussée par le secteur public CSN depuis 2010 et négociée dans le cadre de la dernière ronde, vise actuellement environ 70 % des ouvriers spécialisés des réseaux.

Les gains que nous avons obtenus dans la présente négociation feront en sorte que **la prime couvrira maintenant 95 % des ouvriers spécialisés membres de la CSN.**

Titres d'emploi qui bénéficieront de la prime de 10 %

TITRES D'EMPLOI VISÉS PAR LA PRIME	
NOUVEAU	Conducteur de véhicules lourds/Conducteur de véhicules et d'équipement mobile cl. II
	Électricien
	Machiniste/Specialiste en mécanique d'ajustage
	Maître électricien/Électricien classe principale
NOUVEAU	Mécanicien cl. I
NOUVEAU	Mécanicien d'entretien Millwright/Mécanicien d'entretien d'équipement
NOUVEAU	Mécanicien de garage/Mécanicien cl. II
	Mécanicien de machines fixes
	Menuisier/Menuisier d'atelier
	Peintre
	Plombier/Tuyauteur/Mécanicien en tuyauterie

De plus, la prime sera dorénavant versée aux personnes salariées détentrices d'un :

- Titre d'emploi d'ouvrier d'entretien général (OEG) ou d'ouvrier certifié d'entretien (OCE) qui exerce des tâches caractéristiques de l'un des titres d'emploi visés par la prime
- Poste fusionné dont une des composantes du poste est un des titres d'emploi visés par la prime. La prime est versée sur le taux de salaire le plus élevé, pourvu que la personne ait accompli des attributions du titre d'emploi visé pour un minimum de 15 heures au cours de la période de paie de deux semaines

Un comité de travail paritaire et intercentrale CSN-CSQ-FTQ sera également formé pour continuer les analyses concernant la prime d'ouvriers spécialisés.

Autres primes

Certaines primes, indemnités et autres montants seront prolongés jusqu'au 30 septembre 2023, soit six mois après l'échéance prévue de la convention collective. Les voici :

- Montant forfaitaire à la personne salariée œuvrant auprès de la clientèle présentant des troubles graves de comportement (TGC)
- Montant forfaitaire à la personne salariée œuvrant auprès d'une clientèle en CHSLD
- Prime versée aux psychologues
- Prime versée à certains titres d'emploi d'ouvrier spécialisé
- Indemnité annuelle provisoire à la personne salariée œuvrant dans un établissement du Grand Nord

Pour ce qui est de la prime de rétention des psychologues, son taux sera rehaussé au palier 2, pour une prestation de 70 heures par période de paie, passant de 6,9 % à 9 %.

De plus, concernant les primes, allocations et autres indemnités, certaines modifications pourront figurer aux ententes sectorielles. Le cas échéant, elles vous seront présentées par les comités de négociation de vos secteurs.

ASSURANCES COLLECTIVES

Sur le plan des assurances collectives, nous avons obtenu un changement d'approche important. Pour les travailleuses et les travailleurs de la santé et des services sociaux et le personnel de soutien en éducation, plutôt que d'avoir des bonifications de la contribution de l'employeur par des lettres administratives qui peuvent être abrogées, nous avons obtenu que les contributions de l'employeur soient entièrement « conventionnées », ce qui vient les pérenniser. Ainsi, les contributions « conventionnées » pour l'assurance maladie seront triplées.

De plus, en santé et en services sociaux (FSSS), l'accès aux contributions plus élevées de l'employeur pour celles et ceux qui gagnent le moins sera élargi :

- Pour la contribution la plus élevée : titres d'emploi situés aux rangements 1 à 11 inclusivement
- Pour la contribution la moins élevée : titres d'emploi situés aux rangements 12 à 28 inclusivement

En bref, voici les modifications proposées aux contributions de l'employeur :

	FEESP Soutien scolaire et soutien cégeps	FP	FSSS
Personne participante assurée seule	72,80 \$ (actuelle)	62,36 \$ (actuelle)	Max. de l'échelle < 40 000 \$ au 13 mars 2011 137,76 \$ (actuelle)
	218,40 \$ (proposée)	187,08 \$ (proposée)	Rangements 1 à 11 : 413,28 \$ (proposée)
Personne participante assurée pour elle-même et ses personnes à charge	181,90 \$ (actuelle)	155,76 \$ (actuelle)	Max. de l'échelle ≥ 40 000 \$ au 13 mars 2011 62,36 \$ (actuelle)
	545,40 \$ (proposée)	467,28 \$ (proposée)	Rangements 12 à 28 : 187,08 \$ (proposée)
			Max. de l'échelle < 40 000 \$ au 13 mars 2011 345,43 \$ (actuelle)
			Rangements 1 à 11 : 1 036,29 \$ (proposée)
			Max. de l'échelle ≥ 40 000 \$ au 13 mars 2011 155,76 \$ (actuelle)
			Rangements 12 à 28 : 467,28 \$ (proposée)

RÉGIME DE RETRAITE (RREGOP)

Pour ce qui est du régime de retraite, il est proposé de créer un comité de travail paritaire et intercentrale CSN-CSQ-FTQ pour discuter de plusieurs éléments touchant ses paramètres et son évolution ainsi que son financement. Les sujets de discussion précis correspondent notamment à ceux que nous souhaitons aborder lors de notre dépôt en 2019 et ce comité est issu d'une proposition qui fait consensus entre les centrales syndicales.

Le comité devra faire rapport, conjointement ou non, au plus tard six mois avant l'échéance de la convention collective.

DROITS PARENTAUX

Du côté des droits parentaux, il est également proposé de créer un comité de travail paritaire et intercentrale CSN-CSQ-FTQ. Celui-ci aura notamment pour mandat de se pencher sur certains paramètres techniques liés au calcul de l'indemnité et de discuter des modalités d'application des dispositions du régime des droits parentaux, en plus d'en analyser la conformité avec le cadre législatif et de s'assurer de sa réécriture d'une manière inclusive.

Comme pour le régime de retraite, le comité devra faire rapport, conjointement ou non, au plus tard six mois avant l'échéance de la convention collective.

Finalement, des assouplissements au régime des droits parentaux seront apportés dans les 90 jours de la signature de la convention collective, notamment pour les adoptions par banque mixte, afin de s'assurer que la prise d'un congé sera possible dès l'arrivée de l'enfant dans la famille en vue de son adoption.

DISPARITÉS RÉGIONALES

Afin de diminuer certains impacts fiscaux sur les bénéficiaires reliés au travail dans les régions éloignées, une mesure sera introduite pour prévoir le versement d'une compensation annuelle équivalente à cinquante pour cent (50%) du montant des dépenses encourues pour les troisième et quatrième sorties de l'année civile précédente.

Également, Oujé-Bougoumou sera ajoutée dans la liste des localités du secteur III.

ASSURANCE SALAIRE

Dorénavant, la personne en assurance salaire verra compter dans le calcul de sa prestation certaines primes, rémunérations additionnelles et montants forfaitaires lorsque ceux-ci revêtent un caractère annuel ou régulier, ou qu'ils sont payables en raison d'un travail effectué de manière principale ou habituelle; pensons par exemple à la prime de 10% des ouvriers spécialisés.

De plus, la personne en invalidité accumulera dorénavant son expérience et obtiendra l'avancement d'échelon pendant son absence. Pour le personnel professionnel, l'évaluation de rendement sera également prise en compte, lorsqu'applicable.

EN PARALLÈLE, UNE VICTOIRE IMPORTANTE POUR PRÈS DE 65 000 TRAVAILLEUSES

En parallèle de la négociation, la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN) ont mené une lutte essentielle pour faire respecter la Loi sur l'équité salariale.

Grâce à leur travail acharné, plus de 65 000 personnes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation qui vivaient une injustice ayant des conséquences importantes sur leur rémunération, certaines depuis plus de 10 ans, verront enfin leur travail reconnu à sa juste valeur.

Il est à noter que plusieurs plaintes demeurent en litige et que les fédérations poursuivront la lutte afin d'obtenir gain de cause pour ces milliers de personnes qui subissent toujours une discrimination salariale.

Pour plus d'information, nous vous invitons à lire les communiqués de [la FSSS](#) et de [la FEESP](#).

EN CONCLUSION

Maintenant c'est à vous toutes et tous de vous prononcer, en assemblée générale, tant sur cette entente que sur celle qui a été conclue à votre table sectorielle. Ce sera également l'occasion d'obtenir tous les détails sur ces dernières et de poser toutes vos questions. C'est de votre convention collective qu'il s'agit et c'est à vous de dire si ce qui est proposé vous convient.

Restez à l'affût de la convocation de votre syndicat local et participez en grand nombre à cet important exercice de démocratie.

Solidarité !

**S'UNIR.
AGIR.
GAGNER.**

